

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Dans la rue, le 24

Contre les restrictions de la loi Veil

Avortement et contraception libres et gratuits

Imposer une modification de la loi

LES 27 et 28 novembre, les députés rediscutent de la loi Veil, votée il y a cinq ans. Cette loi a été arrachée sous la pression des luttes des femmes. Elle a représenté un pas en avant, sans pour autant régler le problème fondamental celui de l'avortement libre et gratuit, et celui du droit des femmes à décider elles-mêmes du nombre d'enfants qu'elles désirent, quand elles le désirent !

A ce sujet, la loi contient mille restrictions qui empêchent dans les faits son application, c'est le problème du délai de dix semaines et de la lenteur de la procédure qu'on fait trainer. C'est l'entretien préalable où l'on essaie le plus souvent de dissuader les femmes en les culpabilisant. Ce sont les mesures discriminatoires contre les mineures, et les femmes immigrées résidant depuis moins de trois mois en France. Mais aussi le refus d'ouvrir des centres d'interruption volontaire de grossesse, le contingentement des interventions, son prix très élevé !

Déjà, depuis cinq ans, des luttes se mènent dans les quartiers, les hôpitaux, à l'échelle d'une ville ou d'un département pour faire appliquer la loi, pour l'ouverture effective de centres d'IVG. Le 27 novembre, une nouvelle version de la loi sera discutée au Parlement. C'est entre autres, pour imposer une loi qui permette une libération effective de l'avortement, que se tiendra à Paris la manifestation nationale du 24 novembre vers l'Assemblée nationale.

Toutes les luttes menées dans les collectifs pour imposer l'avortement libre et gratuit, il faut les porter au niveau central au moment justement où les députés doivent discuter d'un nouveau projet de loi.

Pour ne pas les laisser décider à la place des femmes, il faut leur montrer notre force et notre détermination. C'est ce qu'ont fait les nombreux collectifs contraception-avortement qui non seulement se battent tous les jours sur le terrain pour la libération de l'avortement, mais qui ont préparé par des meetings, et des marches la manifestation nationale unitaire.

Léon CLADEL



Photo Bob Regard

Voir pages 4 et 5

Fanatisme anti-iranien chez les occidentaux

LA 7e flotte américaine fait route vers le détroit d'Ormuz qui marque l'entrée du Golfe Persique et le porte-avions géant *Kitty-Hawk* a quitté l'Asie du Sud-Est pour la rejoindre. Dans le même temps, aux Etats-Unis, une véritable union sacrée de tous les politiciens, républicains et démocrates, s'est réalisée autour de Carter. Qu'ils soient ou non des candidats en puissance, qu'ils s'appellent Reagan ou Mac Govern, qu'ils soient réputés faucons ou colombes, les

voilà unis dans une surenchère belliqueuse.

Quelques voix courageuses s'opposent malgré tout à ces fanatiques de la politique de la canonniers qui, aux Etats-Unis même, prend la forme d'une campagne raciste anti-arabe.

En Iran, où l'armée a été mise « en état d'alerte maximum », le ministre des affaires étrangères, Bani Sadr, a déclaré jeudi 22 novembre, que « le peuple iranien se battra jusqu'à la dernière goutte

de son sang » si devait avoir lieu l'intervention militaire dont Carter fait peser la menace.

D'autre part après les treize otages déjà libérés (femmes et noirs américains), cinq nouveaux otages non-américains ont pu quitter jeudi l'ambassade américaine de Téhéran.

D'importantes manifestations anti-impérialistes, ont eu lieu au Pakistan mais aussi au Bangladesh, au Cachemire.

Et il est désormais établi que les assaillants de la mosquée de la Mecque ne sont ni Iraniens, ni

musulmans chiïtes. Par contre les autorités saoudiennes se sont gardées jusqu'à présent de révéler leur identité exacte.

Les tentatives américaines de pratiquer l'isolement de l'Iran au sein du monde arabe ne sont pas près d'aboutir. Ainsi la déclaration finale du sommet de la Ligue arabe réunie à Tunis « dénonce l'attitude des Etats-Unis et ses plans contre la nation arabe, exprime la solidarité des peuples de la région contre les objectifs américains ».

Xème SOMMET ARABE

• L'arme du pétrole en discussion
• Soutien renforcé à la résistance palestinienne

des opérations militaires de l'OLP à partir du Sud-Liban est mentionné, l'une des résolutions confirme l'engagement de l'ensemble des pays arabes à fournir les moyens à la résistance palestinienne pour lui permettre d'accroître sa lutte contre l'ennemi sioniste.

D'autre part, la Syrie, le Liban et l'OLP se sont accordés sur l'organisation d'une prochaine réunion concernant le redéploiement de l'armée libanaise au Sud.

Le sommet s'est accordé pour intensifier les démarches diplomatiques en direction de l'Europe, afin d'accélérer la reconnaissance de l'OLP comme unique et légitime représentant du peuple palestinien et associer l'OLP à la recherche d'un règlement au Proche-Orient. A cet effet, un comité composé de cinq ministres des Affaires étrangères se rendra en Occident pour défendre la cause palestinienne.

L'utilisation de l'arme du pétrole sera l'objet d'une sommet économique des ministres arabes de l'économie et du pétrole, sur proposition de la Syrie.

Dans l'ensemble, les résolutions prises à Tunis vont dans le sens du renforcement de la solidarité arabe face à l'Etat sioniste, en confirmant les principales orientations prises au sommet de Bagdad.

Franck ROUSSEL



Vingt-et-une délégations arabes dont dix-sept conduites par un chef d'Etat, se sont réunies à Tunis pendant trois jours afin d'examiner les questions cruciales qui se posent aujourd'hui au monde arabe, comme la dénonciation des accords de Camp David et le soutien accru à apporter aux peuples palestiniens et libanais, l'utilisation de l'arme du pétrole, la coopération mutuelle et le développement global des pays arabes.

Le dixième sommet des pays arabes qui a suivi la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères a confirmé les options prises au précédent sommet de Bagdad: rejet du compromis de Sadate et renforcement de l'aide à la résistance palestinienne. La volonté de résoudre la question palestinienne sur la base des droits du peuple palestinien à recouvrer sa terre a donné lieu à l'établissement d'un certain nombre de propositions. Ainsi, plusieurs pays dont la Jordanie, la Syrie, et l'Irak se sont déclarés prêts à s'employer à poser plus encore le problème palestinien dans les débats des différentes instances internationales. C'est dans ce sens que le roi Hussein (Jordanie) a proposé la convocation d'une conférence de la paix au Proche-Orient sous l'égide de l'ONU.

En ce qui concerne le Liban, la conférence a adopté deux résolutions qui garantissent à la fois les intérêts de l'Etat libanais et ceux du peuple palestinien. Si le gel

AZANIE (AFRIQUE DU SUD)

Trois siècles de colonisation

Mardi soir 20 novembre, à Paris, au cours d'une réunion publique, le représentant du PAC (Pan-african Congress) en Europe a exposé l'histoire du peuple azanien et ses luttes, pour mieux comprendre la situation d'aujourd'hui.

faire une agriculture correcte, ni de l'élevage, leurs vivres sont coupés. Il se pose alors un gros problème de survie.

C'EST au 17e siècle que remonte la conquête coloniale. C'est précisément en 1653 que les Occidentaux ont volé la terre et commencé à exploiter le peuple azanien.

« La résistance a été insuffisante. Notamment notre armement était inférieur à celui des colons. »

LE FRONT DES RACISTES BLANCS

En 1910, quatre petits Etats (le Transal, le Cap, le Natal et l'Etat libre d'Orange), une colonie et trois républiques indépendantes, sont regroupés. En 1961, cet ensemble s'appellera la République d'Afrique du Sud. Les Africains n'ont évidemment pas été consultés. Le but avoué était la création d'un front uni des racistes blancs contre ce qu'ils appelaient « le problème des indigènes ». Les enfants sont envoyés travailler dans les mines, la population noire en général

est parquée dans des réserves et se trouve ainsi désarmée.

Des organisations politiques africaines sont créées, dont le « Congrès des autochtones africains » en 1912, qui se transformera en ANC (African National Congress). Cette organisation envoie des délégués pour négocier avec la Reine d'Angleterre et donc les colonisateurs. Ceux-ci les reçoivent d'une manière dégradante et insultante.

LA MISE EN PLACE DE L'APARTHEID

Jusqu'à aujourd'hui, 98% des lois se résument à ceci: comment assurer la domination sur les noirs?

Le pays est divisé en deux: les réserves noires, et la population blanche. Alors que les Africains sont essentiellement nomades et s'adonnent à l'élevage, ils se retrouvent sur des terres incultes et sont obligés de réduire leur cheptel. N'ayant plus la possibilité de

La seule raison objective des colons, c'est de créer ainsi une réserve de travailleurs qu'ils pourront rejeter une fois qu'ils auront servi. Ils appelleront les « Bantoustans ». Les raisons données officiellement sont: quand les colons sont arrivés, les seules parties où ils auraient trouvé des habitants ce sont les endroits où ont été créées les réserves. Ils ont donc considéré l'occupation comme légitime! Autre raison invoquée: un passage de la Bible qui dirait que la malédiction des noirs, c'est de servir les blancs jusqu'à la fin de leurs jours!

Vorster (ex-premier ministre) disait qu'il fallait donner aux noirs « une éducation leur permettant juste d'être manœuvres et après les renvoyer chez eux! » En effet, le type d'éducation les prépare à devenir des esclaves.

Claude LEBRUN

DEBAT A LA FNAC

Les forces politiques françaises et la guerre d'Algérie

L'AUDITORIUM de la FNAC se tenait, jeudi 22 novembre après-midi un débat avec les auteurs des livres édités à l'occasion du 25e anniversaire du déclenchement de la lutte de libération nationale du peuple algérien.

Devant une assistance très nombreuse, les auteurs ont surtout abordé le problème de l'attitude du peuple français devant la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Quelle a été la raison de cette grave lacune dans le soutien à la juste lutte de tout un peuple?

Le premier point abordé fut l'attitude du contingent, des applis français en Algérie. Dès 1954, des renforts (engagés) étaient rapatriés d'Indochine directement vers l'Algérie. Le gouvernement Mendès-France venait de signer la paix avec le Vietnam. En août 1955, il y eut des classes de rappelés - pour occuper les casernes - ou pour remplacer les soldats de carrière envoyés en Algérie. Puis en 1956, devant le développement de la lutte du peuple algérien, Guy Mollet, alors président du Conseil se fait donner par vote les pleins pouvoirs et

organise le quadrillage des villages avec notamment les villages stratégiques. C'est à partir de ce moment que le contingent fut envoyé en Algérie. Il y eut des classes rappelées depuis deux ans.

Deux millions d'appelés seront envoyés en Algérie de 1954 à 1962.

Il y eut bien sûr des révoltes individuelles, très localisées, mais surtout pas à l'initiative de la direction du PCF. Comme le soulignait Jacques Jurquet, auteur de « la Révolution nationale algérienne et le PCF », la première attitude du PCF vis-à-vis de la révolte du 1er novembre 1954 fut une mise en garde contre ce qu'il appelait « les provocateurs ». Il rappela qu'en 1956, le PCF votait les pleins pouvoirs à Guy Mollet et que François Mitterrand était garde des Sceaux, quand Fernand Yveton, militant communiste qui s'était rangé du côté des patriotes algériens a été exécuté.

Tandis que certains essayaient de dédouaner le

PCF pour son attitude, de nombreux intervenants dans la salle ou de la tribune livraient des faits. Ainsi Hervé Hamon, co-auteur du livre « Les Porteurs de valise », expliquant que même s'il y avait eu des initiatives individuelles de la part de militants de base, le PCF en tant qu'appareil n'avait pas bougé, qu'il n'avait donné aucune consigne de soutien à la lutte du peuple algérien.

Cela n'était pas le fait du hasard, mais s'expliquait par la théorie de Thorez sur « la nation en formation dans le creuset de vingt races ». En 1920, l'UNEF et la CFTC organisèrent un meeting à la Mutualité, le PCF n'y appela pas et qualifia cette initiative de provocation.

De nombreux militants du PCF qui devinrent par la suite des « porteurs de valise », hésitèrent parfois un an, avant de se décider, partagés qu'ils étaient entre obéissance à leur parti et le soutien au FLN. Mohamed Harbi évoqua pour sa part les nombreux rappels à l'ordre de la 3e Internationale en direction de Maurice Thorez pour son attitude vis-à-vis de la lutte des peuples colonisés.

« C'est du PCF que nous étions en droit d'attendre

une attitude internationaliste plus que de n'importe quelle autre force politique », explique un « porteur de valise présent dans la salle.

Le débat fut très riche, bien que n'ayant pas abordé le problème du racisme pendant la guerre d'Algérie. C'est la responsabilité criante du PCF et son attitude de trahison qui fut au centre des interventions.

Avec l'aide du temps, chacun essaie de faire oublier le passé et de réécrire l'histoire à sa façon en jouant sur un phénomène d'oubli. Un intervenant a conclu en demandant que tous ceux qui sont d'accord sur le fait que, hier, il fallait soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance, se tiennent prêts aujourd'hui, à aider les peuples martiniquais, guadeloupéen, guyanais dans leur lutte anticolonialiste.

Léon CLADEL

*Les « Porteurs de valise »: dénomination de ceux qui portaient les valises FLN (fonds, etc.) et participaient activement à des réseaux clandestins de soutien.

*Le livre « La Révolution nationale algérienne et le PCF » de Jacques Jurquet est en vente à la librairie Les Herbes sauvages.

DANS L'ACTUALITE

ALSTHOM-UNELEC-ST-OUEN

La grève totale est suspendue par les travailleurs

Les premiers fruits de la lutte

Jeudi 22 novembre au matin, en assemblée générale, les travailleurs de l'Alsthom-Unelec ont décidé à une forte majorité de suspendre le mot d'ordre de grève totale en vigueur depuis l'évacuation par les CRS et de reprendre en conséquence le travail, lundi matin, 26 novembre.

CETTE décision a été votée après de longues discussions et après avoir pris connaissance des dernières propositions patronales contenues dans une note en 18 points issue de deux rencontres, mercredi, entre les syndicats et la direction, en présence du médiateur.

CE QUI EST OBTENU

Les travailleurs ont obtenu :

- 1. Le paiement des ponts (une réduction d'horaire théorique de 6 minutes par jour au 1er janvier 1980 sert de monnaie d'échange pour supprimer la récupération des ponts).
- 2. Un jour de congé supplémentaire dans l'année.
- 3. Une évolution de la prime de fin d'année qui est portée pour cette année de 69% à 84% du salaire mensuel brut du mois de novembre (sur la base de l'horaire effectif, primes d'ancienneté et d'équipe comprises) ; cette prime de fin d'année atteindra 100% en fin 1981. Mais ce ne sera pas encore un 13e mois puisque la direction se refuse toujours à supprimer les abattements et pénalités diverses (qui peuvent dépasser 10%).
- 4. L'élévation de la prime de transport au niveau de la carte hebdomadaire de métro, (alors que les syndicats réclamaient le paiement de la carte orange).
- 5. Pour ce qui est des salaires, il n'y a, et cela est le point le plus négatif, aucune augmentation générale accordée (seulement, une vague promesse d'ajustement en fin d'année « en fonction de la situation générale et de celle de la société »).

Fidèle à sa politique de division des travailleurs, la direction se contente d'annoncer une série de miettes catégorielles, accordées sous la forme d'augmentations individuelles, de relèvements de minis, d'augmentation de primes d'inconfort ou d'équipe, etc.

Quelles sont les mesures essentielles ?

Comme on le voit, on est loin, très loin encore, des exigences des travailleurs en grève depuis six semaines qui réclament, rappelons-le, 300 F pour tous, le 13e mois, 35 heures, la 5e semaine, etc.

C'est le premier constat qui a été fait par l'assemblée générale des grévistes.

Néanmoins, si petits soient-ils, les résultats ob-

tenus ne sont pas pour autant négligeables, loin de là : ce sont les premiers fruits visibles de la lutte, et d'une lutte qui ne s'est pas déroulée, rappelons-le, seulement ici à St-Ouen, mais au même moment à Belfort, Marseille, Tamaris, etc., c'est-à-dire dans un certain nombre d'établissements du groupe Alsthom.

Et selon nos renseignements, certaines concessions patronales faites à l'Alsthom-Unelec-St-Ouen, ressemblent étrangement à certaines concessions patronales faites à l'Alsthom-Signaux-St-Ouen, à Belfort, etc.

C'est ce deuxième constat qui a été fait par l'assemblée générale des grévistes qui ont le sentiment après six semaines de lutte très dure d'avoir réussi à faire céder, sur peu de choses, c'est vrai, mais à faire céder tout de même un trust aussi coriace que l'Alsthom et sur lequel ils s'étaient cassé les dents depuis des années.

La preuve en est que, partout dans l'usine, les cadres et agents de maîtrise à la solde du patron, qui il y a six semaines déclaraient : « Ce n'est pas la peine de lutter. De toute façon vous n'aurez rien », ont maintenant changé de registre et chantent le refrain : « Vous l'auriez eu quand même, car c'était le programme ».

Mais ce ne sont pas les seuls fruits de la lutte, en particulier, il en est un et des plus précieux : c'est l'unité des travailleurs et l'unité d'action syndicale sur des bases de lutte de classe, unité qui s'est réalisée et renforcée avant et pendant ces six semaines de lutte et qu'il faudra à tout prix maintenir à l'avenir.

En particulier, c'est le souci de préserver cette unité du mouvement qui a amené l'assemblée générale de jeudi à estimer que le mouvement dans la forme actuelle de grève totale ne pouvait être poussé plus avant et a décidé de le suspendre.

Mais suspension de la grève totale ne signifie en aucune manière suspension de la lutte. Bien au contraire : en reprenant le travail, lundi matin, l'ensemble des grévistes retournent à leur place avec le sentiment d'avoir fait « le maxi » mais avec un moral et une combativité élevés, avec la volonté de ne pas se satisfaire des premières concessions patronales.

Correspondant St-Ouen



Samedi 24 novembre, 14h place de la République

Manifestation pour l'avortement libre et gratuit

DANS quelques jours, les 27 et 28 novembre, les députés doivent rediscuter la loi Veil, votée il y a cinq ans, et se prononcer sur un nouveau texte de loi régissant le droit à l'avortement. Depuis plusieurs mois, toutes les forces parlementaires en présence ont donné et redonné leurs positions, de même que le conseil de l'Ordre des médecins, les responsables religieux... De toutes ces prises de positions, il ressort clairement qu'une fois de plus, nous n'avons pas grand chose de bon à attendre du nouveau texte. Ni grand saut en avant ni grand bond en arrière. Après cinq ans d'application toute relative de la loi Veil, on nous propose tout au plus une incitation à la respecter davantage !

Est-ce simplement pour cela que nous nous battons depuis des années ? Non ! Des milliers de femmes ont fait l'expérience de cette loi qui met mille embûches devant elles, qui contient en elle-même toutes les restrictions possibles et des discriminations inacceptables. Entretiens dissuasifs, démarches interminables,

clause de conscience largement utilisée par les médecins, délais rendus impraticables, refus d'ouvrir des centres d'IVG, interdictions pour les mineures et les immigrées, coût élevé de l'intervention... tout est fait pour dissuader les femmes, pour les maintenir dans l'angoisse et le sentiment de culpabilité ! Nous ne pouvons l'accepter. Ce que nous exigeons, c'est que l'avortement soit réellement libre et gratuit. Que toutes les femmes qui en font la demande puissent trouver rapidement une réponse, sans subir les humiliations, le fichage, les mauvaises conditions d'accueil, la loi du profit. Qu'on nous donne les moyens d'avoir les enfants que nous voulons, quand nous le voulons !

C'est pour une réelle libération de l'avortement que nous manifestons ce samedi à Paris. Cinq ans de loi Veil ont prouvé que sans une pression continue, aucun acquis ne demeurerait, rien ne se faisait. C'est pour l'imposer sur le terrain que nous poursuivons la lutte, dans les quartiers, dans les hôpitaux !

QDP - HR
Monique CHERAN

LILLE

Manifestation pour « Radio Quinquin »

JEUDI soir 22 novembre, à l'appel du comité régional CGT, environ 2 000 manifestants ont défilé pour soutenir Radio-quinquin, la radio régionale de la CGT, protester contre le brouillage de ses émissions, et exiger la liberté d'expression.

De nombreuses délégations de militants étaient présentes : cheminots, métallistes de Massey-Ferguson, de la Franco-Belge (à Raismes)...., postiers, travailleurs de PUK, et chômeurs, mais aussi enfants de militants chantant « le Chiffon rouge », chanson fétiche de

Radio-quinquin, rassemblés pour défendre leur radio.

Au moment où le pouvoir giscardien renforce sa mainmise sur la presse parlée et écrite, Radio-quinquin c'est la possibilité d'entendre parler des luttes des travailleurs dans la région.

En même temps que la manifestation CGT se tenait, une autre « manifestation », celle des cars de CRS exceptionnellement nombreux au centre-ville, bloquait naturellement la route de FR 3 aux manifestants. Ceux-ci ripostèrent en bloquant la place de Strasbourg pour une prise de parole et repartirent en manifestation.

Après huit semaines de grève avec occupation chez Danjan à Lomme, la direction accepte de recevoir les responsables de la section CGT.

Le samedi 24 novembre, manifestation à Douai contre l'alternance usine-école de Beulac, à l'appel du SNES, du SNETP-CGT, du SGEN-CFDT, de la Fédération Cornec et du comité d'action de lycéens de la cité technique de Douai.

Monique Pelletier : «j'ai déjà donné»

DEJA cent milliards de francs par an pour les familles », titre France-Soir qui reprend les propos de Monique Pelletier, ministre chargée de la condition féminine devant l'Assemblée... En quelque sorte, « J'ai déjà donné... ». C'est à peu près tout ce qui est ressorti du débat parlementaire, sans vote et sans suite, sur « la politique gouvernementale en faveur de la famille ». On a beaucoup parlé du problème de la dénatalité, sans avancer l'ombre d'une solution. Ce n'est pas le complément familial ou les mesures pour la retraite des mères de famille... qui peuvent changer les choses. Quand on voit que les crèches ont des listes d'attente allant jusqu'à 300 ou 400 enfants, quand on sait que le choix pour une femme est souvent de travailler ou d'élever ses enfants parce que faire garder les enfants équivaut souvent à y laisser une bonne partie de son salaire, quand on prend la mesure du poids du chômage, on s'étonne moins.

Et qu'on ne vienne pas mettre en accusation la « libéralisation » de l'avortement ! Le phénomène de dénatalité est apparu bien avant la loi Veil ! Par contre, si tant de femmes ont recouru à l'avortement, c'est bien parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement. Rien à voir avec les « solutions de facilité » dont certains n'arrêtent pas de parler...

DES MILITANTES DU PCF S'INTERROGENT SUR LEUR PARTI

« Des discours novateurs, mais une politique sectaire, une pratique méfiante à l'égard des masses »

Propos recueillis par le correspondant parisien de l'Humanité rouge

« Elles voient rouge ! ». C'est la conclusion d'un slogan qu'ont fait connaître des militantes du PCF depuis quelque temps : « Quand des femmes communistes entendent : le PCF est le parti de la libération de la femme... Elles voient rouge ! ». Ces militantes se sont interrogées sur le féminisme, sur leur parti et sur ce qu'elles appellent leur « situation originale de féministes-communistes ». Depuis mai dernier, elles animent une revue qui a maintenant sa place dans le débat mené dans le Mouvement des femmes. Après les journées du 17, où le PCF a organisé des rassemblements, et à l'occasion de la journée unitaire du 24, nous avons interrogé Michèle, une de ces militantes du PCF.

HR : Est-ce qu'« Elles voient rouge » a participé au rassemblement de samedi dernier, organisé par le PCF à la Porte de Pantin ?

— Le 17 novembre, on y est allé. On a distribué et on a essayé de vendre des journaux. Il n'y a eu qu'un mec du service d'ordre qui a fait une petite histoire, mais ils n'ont pas trop osé quand même ; à mon avis, ils avaient eu des mots d'ordre par rapport à l'affaire de Rouen qui les a beaucoup gênés. A Rouen, des femmes avaient demandé un rendez-vous à Roland Leroy, des femmes qui avaient amené 300 femmes à la manifestation du 6 octobre. Elles avaient travaillé depuis dix ans à Rouen, notamment au MLAC. Elles avaient demandé un rendez-vous à Leroy pour lui faire part de la lettre ouverte où elles critiquaient l'article de l'Huma sur le 6 octobre, qui les avait révoltées. Elles sont arrivées à la Fédé et, au bout d'une heure et demie, on leur a dit que Leroy n'en recevrait qu'une (elles étaient dix), une fille du Planning et qui avait été conseillère municipale de l'Union de la gauche. Elles ont refusé et alors, ils les ont vidées manu-militari, la fille du Planning a eu l'épaule démise,

etc. Cela a fait beaucoup de bruit, il y a un mois et demi.

Le Parti a été obligé de réagir (il y avait eu des articles dans *Le Matin*, *Le Monde*). Il a sorti un petit entrefilet comme toujours où il disait que « pas du tout, ces filles étaient venues en provocatrices, anticommunistes. » C'est quelque chose qui a beaucoup ému, et le 17 novembre, ils auraient bien recommencé s'il n'y avait pas eu ça.

HR : En ce qui concerne cette journée du 17, est-ce qu'il y a eu une mobilisation réelle à l'intérieur du PCF sur cette question des femmes et est-ce que cela a correspondu à une mobilisation en dehors du Parti ?

— Ce que nous soulignons, comme dans notre tract du 17, c'est le divorce qu'il y a entre les discours du parti et la pratique, y compris la pratique d'appel à un meeting. Il y a eu deux discours qu'on a cités dans le tract : le discours sur la Conférence nationale des femmes qui a eu lieu après les élections législatives où, en manière d'« autocritique », après avoir insulté les groupes femmes « mani-

pulés », on avait dit qu'il s'agissait pour le parti d'une tâche urgente, qu'il fallait mobiliser tout le parti sur le problème des femmes, une mobilisation de « longue haleine » et « permanente ».

A la suite de cela, il y a eu une manifestation, le 18 novembre 1978, préparée en quelques minutes. Dans le 13^e arrondissement, Gisèle Moreau a fait un compte-rendu de cette conférence (il y avait une commission femmes importante dans le 13^e) : une commission femmes ruait dans les brancarts, des filles étaient parties du PCF. Une des filles qui étaient là a dit : « On va mobiliser le parti sur le 13^e, on va faire un journal, etc... »... on n'a plus jamais entendu parler de cela ! Après, tu as eu la préparation du 23^e congrès où le parti découvre qu'effectivement, le mouvement des femmes, c'est le phénomène politique le plus important de ces dernières années. Là encore, tu n'as qu'un discours. Le problème c'est que tu ne peux pas te battre contre les discours qui disent : « C'est le phénomène politique le plus important, etc. », tu ne peux pas te battre que contre une pratique, avec des gens qui vont se référer à un discours et dire « On ne peut pas tout faire ».



Photo Bob Regard

Tu as tout l'esprit du 22^e congrès qui préside à des discours novateurs où on prend en compte ce qui vient d'ailleurs, mais tu as une pratique qui reste la même, héritée des années antérieures, qui est une pratique éminemment sectaire et qui est une pratique manifestement de méfiance à l'égard des masses.

HR : Est-ce que, dans ce cas-là, vous ne pensez pas que c'est le 24 novembre que l'union à la base et dans l'action a le plus de chances de se réaliser ?

— Pour nous effectivement, l'union à la base en oubliant le mouvement des femmes, ça c'est un problème. Je trouve, et le groupe aussi, que le 24 s'est aussi fait sur des bases récupératrices, disent certaines, en tout cas je suis persuadée qu'il y a des effets récupérateurs. Ce qui signifie concrètement la manière dont les organisations politiques utilisent la base de masse du mouvement, les problèmes des femmes, pour faire une percée politique à la rentrée. On trouve que c'est quand même pas mal comme cela que ça s'est fait le 24. Mais, d'autre part, la récupération, qu'elle vienne du PCF, qu'elle vienne d'autres organisations, si elle existe, c'est

aussi parce que le mouvement des femmes l'autorise par ses manques. A « Elles voient rouge », de ce point de vue, on a une position très difficile. On a fait une assemblée avec les femmes du mouvement après la parution du No 2 de notre journal et on a dit qu'on n'était pas d'accord avec cette manifestation car cela nous paraissait récupérateur, avec comme prix la perte de l'autonomie du mouvement et la perte de ce qui fait une de ses raisons d'être et conditions de survie qui est la non-mixité. Et puis on nous a posé la question que tu poses : « Vous êtes pour l'union à la base, contre les pratiques sectaires... » et il y a une manifestation unitaire où vous n'allez pas. On a réfléchi, et tout en maintenant nos positions de fond, de réserves sur la manière dont c'est organisé le 24, on va y aller.

On fait les frais de la situation politique qui est gravée par notre parti, par les pratiques de plus en plus rivales et sectaires de tous les partis et on est bien emmerdées ! Cela dit, je voudrais bien aussi voir les femmes du mouvement se poser autant de questions : la manière dont se sont faits ces collectifs unitaires, pourquoi la CFDT et la CGT n'y étaient pas ?

L'HUMANITÉ ROUGE — Samedi 24 et dimanche 25 novembre 1979

Extrait du No 0 de «Elles voient rouge», mai 1979 «Féministes et communistes, ou pourquoi elles voient rouges»

... Car s'agit-il pour nous de continuer à « réclamer » quelques mesures, quelques prises en compte, quelques reconnaissances ou ne s'agit-il pas pour nous de mener une lutte jusqu'au bout ?

Ce « jusqu'au bout » a une signification politique ; il doit nous ouvrir les yeux sur l'enjeu du féminisme dans une révolution. Il signifie que le sexisme, ce n'est pas seulement des « attitudes », des « mentalités » ou même simplement des « lieux » d'oppression, mais bien un système, et que mener la lutte contre un système demande plus que de simples revendications même si elles sont nécessaires. Ce système, c'est le système patriarcal que le capitalisme utilise à son profit et qui lui-même se nourrit du capitalisme.

Ce « jusqu'au bout » nous concerne aussi plus précisément en tant que féministes militantes dans un parti. Pourquoi militer dans un parti d'abord ? Parce que nous pensons qu'une lutte révolutionnaire contre un appareil d'État ne peut se mener sans une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière qui prenne le pouvoir. Ce « jusqu'au bout » signifie donc que nous avons à mener une lutte particulière afin que le féminisme y prenne la place qui est la sienne, celle qui ne peut être détachée d'une lutte révolutionnaire.



Discussions et mobilisation sur l'avortement à la Thomson- Malakoff

A Malakoff, un collectif sur l'avortement et la contraception a été créé à l'initiative de l'Union locale CFDT. Il regroupe toutes les associations, groupes femmes, partis politiques de la commune qui ont bien voulu travailler ensemble sur la commune.

En effet, il n'existe dans Malakoff qu'un centre de planification ouvert deux demi-journées par semaine et ne pratiquant aucune IVG (Interruption volontaire de grossesse).

Les femmes voulant se faire avorter ont « le choix » entre l'hôpital d'Issy-les-Moulineaux — mais là pas d'avortement car le chef de service utilise la clause de conscience pour interdire toute IVG sur l'hôpital — et l'hôpital de Clamart, hôpital Bécélère qui est complètement saturé (douze IVG se pratiquent par semaine).

De nombreuses femmes sont dirigées vers des cliniques privées où le prix d'une IVG peut atteindre 1 400 F (alors qu'il n'est que de 700 F dans les hôpitaux publics).

Dans l'usine Thomson-CSF de Malakoff une exposition réalisée par le Planning familial de la région 92 a été faite dans les locaux de l'entreprise. Les deux organisations syndicales CFDT et CGT s'étaient mises d'accord pour cette initiative, ce qui est très positif.

A l'heure du repas, des discussions ont rassemblé travailleuses et travailleurs. Les questions fusaient sur les différentes méthodes de contraception, sur les tabous, sur le problème du délai au-delà duquel l'avortement était interdit, sur l'éducation sur la sexualité à donner aux enfants...

Une pétition commune CFDT-CGT circule dans l'usine par rapport à la loi Veil, revendiquant :

— Le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale

— La simplification des procédures de demande d'IVG (suppression de l'obligation de la double visite chez le médecin, du dossier guide, de la confirmation écrite de la demande d'IVG).

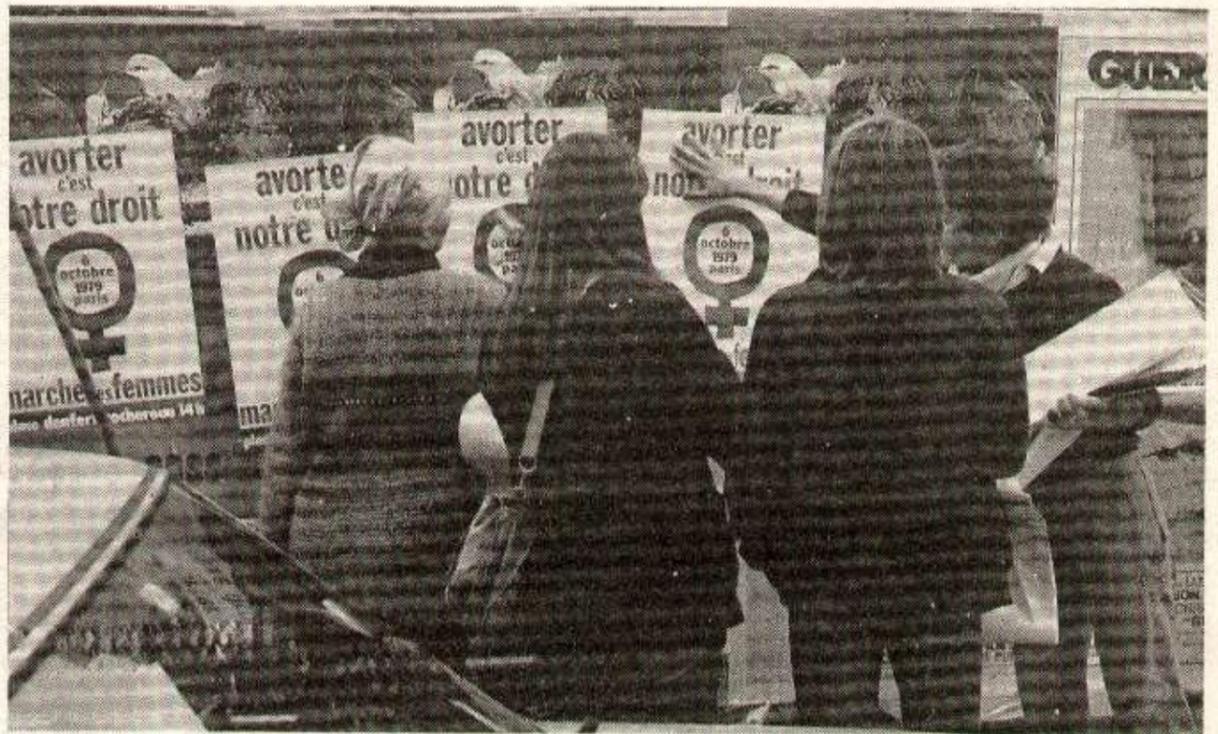
— La suppression de l'autorisation parentale pour les mineures et la suppression de la discrimination pour les étrangères.

— La question des délais imposés pour l'avortement pose de nombreuses questions : plus un avortement est pratiqué tôt, moins il est traumatisant pour la

femme. Il existe d'ailleurs une méthode appelée « induction des règles » qui consiste à faire venir les règles lorsque leur retard est inférieur à une semaine. Cette méthode largement utilisée aux USA, commence à peine à être pratiquée en France.

Mais s'il est vrai que plus l'avortement est rapide, moins il est traumatisant, il existe des cas où les délais sont dépassés (mineures qui n'osent pas en parler à leurs parents, nombreuses démarches infructueuses, etc.). La loi restrictive laisse ces femmes dans la détresse et de nombreuses assistantes sociales ou militants du planning expliquent qu'elles ont encore recours à des voyages en Angleterre pour résoudre ces cas de dépassement de délai. C'est pourquoi les délais imposés par la loi Veil qui laissent de nombreuses femmes dans la détresse doivent être supprimés.

La lutte pour la contraception et l'avortement ne doit pas être passagère, seulement liée à la rediscussion au Parlement de la loi « Veil ». C'est pourquoi à la Thomson de Malakoff, nous voulons former des « relais » du planning dans l'entreprise. L'information et la discussion sur ce sujet n'est pas seulement technique. Très vite, c'est le rôle de la femme dans notre société, l'éducation des enfants, les conditions de travail et de vie... qui sont mises en cause.



LA LOI VEIL : UNE LOI RESTRICTIVE

Non aux discriminations

La loi Veil comporte des clauses discriminatoires contre les mineures et les immigrées. Clauses complètement hypocrites et dangereuses pour les femmes. Le résultat le plus évident de ces clauses c'est de favoriser la prolifération de cliniques privées spécialisées qui ferment les yeux en échange de sommes parfois considérables. Pour justifier ces clauses, on brandit l'épouvantail de la libération des mœurs, on propose aux mineures d'abandonner plutôt leur enfant ou de se débrouiller avec. Or, il est clair que la loi Veil n'a pas multiplié le nombre d'avortements, qu'il a simplement diminué le nombre d'avortements clandestins et réduit les risques encourus

par les femmes ! Ce n'est pas en exigeant l'autorisation parentale pour les mineures qu'on réduira le nombre de demandes d'avortement ! Mais ils se feront dans de très mauvaises conditions pour le plus grand profit de certains.

LE PROBLEME DES DELAIS

La loi Veil précise que l'avortement doit être pratiqué avant la fin de la dixième semaine de grossesse. Bien évidemment, il vaut mieux ne pas attendre. Mais là encore, il ne s'agit que d'hypocrisie, puisque dans les faits, seulement 30 % des femmes ont une réponse positive avant huit semaines. Non pas qu'elles attendent le dernier moment : 95,78 %

des femmes font les démarches « à temps ». Mais la lourdeur de la procédure, le manque d'équipements, le manque de médecins pratiquant les IVG, le contingentement arbitraire fixé par certains chefs de service... aboutissent à des dépassements de délais, et donc aux cliniques privées, souvent tenues par les mêmes ! Il faut aussi parler du choix des techniques qui favorisent les équipements lourds avec hospitalisation. Ce qui coûte cher, et réduit encore les possibilités !

UNE CLAUSE DE CONSCIENCE EXTENSIVE

Quelques questions : comment se fait-il que, dans

la Région parisienne, seulement 3 % des IVG soient pratiquées dans les hôpitaux de l'Assistance publique ? 5 700 pour les neuf premiers mois de 1977, alors qu'on parle de 300 000 par an en France et que la région parisienne représente le quart de la population du pays. Où sont allées les femmes ?

Pourquoi à Châlons-sur-Saône, mais aussi ailleurs, des médecins refusent de pratiquer à l'hôpital et pratiquent dans leur clinique ? Par quelle explication de la clause de conscience certains médecins font-ils écouter aux femmes l'enregistrement des battements du cœur d'un fœtus ? Ou encore, refusent les « récidivistes »...

HR-QDP
Monique CHERAN

DISCUSSIONS ET CENTRE D'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE DE TOURS

Repartir avec sa grossesse ? Non !

Ouvertures d'un nombre suffisant de centres d'interruption volontaire de grossesse, d'antennes sur la sexualité, la contraception et l'avortement (CIVG), voici l'énonciation d'une partie de notre combat.

Cette lutte pour l'ouverture de CIVG n'exclut pas, au contraire, le maintien de centres déjà ouverts, tels qu'ils existent actuellement quand ils correspondent un tant soit peu aux besoins des femmes, tel est le cas du centre d'IVG de Tours.

LE personnel du centre sur lesquels ils n'entendent pas lâcher d'un pouce : travail d'équipe, soin de l'accueil, personnel volontaire et motivé, « lors de l'intervention outre le médecin, il y a une aide-soignante ou l'infirmière qui aide la femme à respirer, la rassure, son rôle est très important psychologiquement ».

Or, le professeur Jean-Henri Soutoul, professeur

REPARTIR AVEC SA GROSSESSE

de clinique gynécologique et obstétricale au CHU (centre hospitalier universitaire) de Tours veut reprendre la direction de ce centre.

De mars à août 1975, c'est lui qui en assumait la direction. « Sur les 350 femmes que nous avons reçues, nous avons décidé de pratiquer 120 avortements. Que sont devenues les 230 autres reparties avec leur grossesse ? Je n'en sais rien. Ce que je peux vous dire, c'est que nous avons revu certaines de ces femmes quelques mois plus tard pour accoucher et qu'elles n'avaient pas particulièrement l'air de nous en vouloir ». En fait, Soutoul travaillait en commission, composée de médecins et autres personnels hospitaliers ; qui jugeait de la nécessité ou non de l'avortement hors de la présence de l'intéressée. Il explique son projet dans *L'Espoir*, journal du maire de Tours, Royer

(célèbre au bataillon des « anti-avortements » : « Que de temps en temps les femmes gardent leur gosse, ce qui était le but des délais de réflexion. On a l'impression qu'il ne faut surtout pas que ce délai de réflexion soit dissuasif. On n'ose plus dire à une femme : vous avez la solution de garder votre grossesse... » « ...Mineures, immigrées, tout est bon. Il y a là une volonté manifeste de sabotage des contrôles (...) ». « Le CIVG (de Tours NDLR) accepte le parainage du Planning familial qui est nettement politisé ».

Il faut barrer la route à Soutoul. Les CIVG humains ne doivent pas se transformer en purgatoires culpabilisants, débouchant bien souvent sur l'enfer d'une grossesse non désirée.

N. V.

Elections, travail syndical, au cœur du débat



ACTUELLEMENT, notre Parti vit une intense lutte de ligne, des points de vue s'affrontent, le débat est lancé. Les véritables questions vont se poser, en témoignent les premières contributions ou même les critiques dans le bimensuel (courriers des lecteurs). Tout ceci est une très bonne chose, le 4e congrès, puis le congrès du Parti unique, doivent montrer une avancée qualitative, une maturité des militants, une meilleure capacité de comprendre la situation actuelle et les tâches qui en découlent.

Pour revenir à ce débat, je pense qu'il y a effectivement lutte de ligne (même si ce n'est pas évident pour tout le monde). Le premier point de vue est à mon avis la ligne que notre Parti avait avant, c'est-à-dire : s'en tenir aux principes, refléter la « pureté » du marxisme-léninisme, ne pas faire des compromis, critiquer les directions syndicales, parler avec des grandes phrases, avec des termes marxistes-léninistes, employer une phraseologie, etc., vous voyez ce que je veux dire. Le deuxième point de vue, c'est la ligne que développe notre Parti actuellement, à savoir : révision de notre attitude gauchiste, dogmatique, c'est aussi participer aux élections, être plus souple, développer des tactiques de lutte, ne pas critiquer les directions syndicales, ne pas employer des grandes phrases stéréotypées, etc.

Je pense que la grande majorité des camarades sont d'accord avec la nouvelle ligne, je suis pour l'essentiel d'accord avec cette « rectification ». En effet, je comprends la nécessité depuis 1967-1968, que notre Parti a eu de défendre la théorie marxiste-léniniste, la révolution violente, la dictature du prolétariat, la défense de la Chine par rapport à la dégénérescence de l'URSS, etc. Bref, d'être ferme, intransigeant, sectaire et en fin de compte dogmatique. Je le comprends et je l'accepte car il fallait être ainsi pour pouvoir exister et dire bien haut que notre Parti reprend les principes du communisme que le PCF abandonne. Ceci étant dit, la période qui a suivi aurait dû être caractérisée par le lien entre les travailleurs et notre Parti. Or, que voyons-nous ? Après 10 ans d'activité, notre Parti n'a pas vraiment progressé, le lien n'a pas été fait, même s'il y a quelques percées à droite et à gauche. Je sais : il y a des raisons objectives (le confort relatif, la possibilité du crédit, on ne creve pas de faim, mais aussi l'union de la gauche, le réformisme et le révisionnisme), il y a eu aussi les erreurs de notre Parti (2e congrès) la division des marxistes-léninistes, etc. Mais à mon avis, cela n'explique pas tout. Pour moi, en fait, si notre Parti ne s'est pas vraiment développé, cela vient essentiellement de son attitude gauchiste et dogmatique (coupé de la réalité quotidienne des travailleurs). Les exemples ne manquent pas : regardons un peu en arrière, regardons les mots d'ordre que l'on scandait dans les manifs : « Vive le marxisme-léninisme, à bas le révisionnisme » (combien de gens comprennent ça ?) ou alors « Ni plan Barre, ni programme commun, action révolutionnaire des masses » (concrètement ça veut dire quoi ?), ou encore « Une seule solution, la révolution prolétarienne » avec l'éternel « garantie par la dictature du prolétariat » (là on nous prenait pour des gens qui n'avaient pas les pieds sur terre). Tout ceci sans parler de notre attitude envers la Chine que l'on présentait comme un « paradis ». Cette ligne est à relier à notre attitude sur les élections et dans les syndicats. Si j'insiste sur cette ligne, c'est pour faire comprendre aux camarades qu'elle a été néfaste pour nous ! Personnellement, j'en ai fait les frais sur le terrain, j'ai donc une expérience pratique : à force de critiquer les « traîtres » réformistes et révisionnistes dans les syndicats, on finit par se faire isoler, et finalement à la première répression de la bourgeoisie on se fait virer et tout le travail du Parti est à recommencer. Il est grand temps de faire le bilan des dix dernières années de notre activité, de rompre avec notre gauchisme, notre sectarisme et notre dogmatisme. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus parler de révolution ou de dictature du prolétariat, cela veut dire qu'il faut que l'on comprenne les travailleurs, leurs problèmes, leurs soucis, leurs interrogations, et que nous, on avance des réponses concrètes, que l'on organise les gens à partir de ça, pour faire élever leur niveau de conscience. Et non attendre que les travailleurs comprennent que la seule solution c'est de faire la révolution. A mon avis, là où on a surtout à rectifier c'est sur les élections et par rapport aux syndicats. C'est-à-dire tant qu'on n'aura pas une véritable force au niveau syndical et une véritable « assise électorale », on ne prétendra jamais changer la société. Il y a aussi un autre point qui me semble actuellement peu développé c'est la lutte contre notre impérialisme, notamment dans les colonies et néo-colonies (par exemple il ne me semble pas juste que l'on parle plus de la situation en Corse, que de la situation dans les colonies).

Pour revenir à notre débat, on voit bien l'énormité des tâches qui sont devant nous. Nous devons en fait commencer sérieusement à apporter des explications, à mobiliser les travailleurs, à unir la classe ouvrière et les autres couches de notre peuple, à être de « bons » syndicalistes, en un mot à faire notre travail de communistes. (Car avant 1978, on critiquait beaucoup plus que l'on proposait).

En conclusion, je dirai que nous avons un monde

à gagner. Alors stoppons nos querelles sectaires, notre attitude intransigeante, notre manière de penser unilatérale, notre façon de croire que nous avons toujours raison, de croire qu'on est infallible, de détenir la vérité, de taxer les uns de fractionnisme, de claquer les portes, de dénoncer untel, de faire des grands réquisitoires, de faire des critiques unilatérales en ne prenant en compte qu'un seul aspect des choses. A ce propos j'ouvre une parenthèse, car, j'ai vu et je vois encore des camarades qui se démobilisent, qui perdent confiance, qui n'y croient plus (à force de militer sans voir le Parti se développer). Ces camarades sont désabusés, ils remettent tout en question, des fois, ils quittent le Parti et souvent on entend plus parler d'eux. A tous ces camarades, je voudrais dire deux mots. D'abord je ne comprends pas leur attitude, surtout au moment où nous essayons d'avancer qualitativement, de liquider notre gauchisme, de s'unir avec le PCR(ml) et de devenir ainsi une petite force avec laquelle il faudra compter. Et puis quitter le Parti pourquoi faire ? Pour s'intégrer, pour accepter le monde comme il est ? Pour subir sans jamais avoir l'espoir d'en sortir ? Ou pour militer uniquement dans les syndicats ou d'autres organisations de masse avec toutes les limites que l'on connaît par expérience ? Peut-être que ces camarades rejoignent d'autres organisations politiques ? Le PS (le fular gérant du capitalisme ?). Le PCF (avec son sectarisme, sa position internationale et son sectarisme). Les trotskystes (et leur division par tendance). Les anars et autonomes (avec leurs actions qui leur font plaisir). Non sincèrement, je ne vois pas où on peut aller.

Enfin, pour revenir sur le débat, je suis d'accord avec la rectification, mais attention, attention à l'opportunisme de droite, attention au relent réformiste, attention, nous ne devons pas tordre le bâton dans le sens inverse.

Comme par hasard, c'est essentiellement sur les deux questions si importantes et fondamentales, qu'il y a des problèmes, à savoir les élections et le travail syndical.

En effet, si avant on refusait de participer aux élections, aujourd'hui on pense déjà à voter pour la gauche (voir la position de nos camarades PCML-PCR(ml) d'Aix allant dans ce sens). Là je ne suis plus, là c'est tordre le bâton dans l'autre sens. Si je critique très fermement notre Parti pour n'avoir pour ainsi dire jamais participé aux élections, je le critiquerai encore s'il vote pour la gauche. En effet, qu'attendons-nous d'un tel vote ? La possibilité de changer la société avec la gauche (laquelle ?) au pouvoir ? Non. Alors un petit pas vers l'avant ? Non plus, surtout actuellement où les travailleurs comprennent de mieux en mieux les magouilles politiques des dirigeants du PS et du PCF. J'espère que l'on ne va pas faire comme certains : pleurer pour essayer de recoller les morceaux de la gauche. Encore s'il existait un bon rapport (de force) entre nous et la gauche, je pourrais comprendre, mais actuellement, non. Maintenant je serais davantage d'accord à faire une alliance électorale avec des groupes qui du moins de leur ligne et de leur combat vont dans le même sens que nous. Par exemple : les écologistes, le mouvement des femmes, certains régionalistes, le PSU éventuellement, les associations progressistes, (magistrats, juges), des paysans (comité de viticulteurs de l'Hérault...), etc.

Notre Parti (je parle du Parti unique) pourrait donner la parole aux immigrés, par exemple. Je crois que cette solution est attendue de la part de beaucoup de gens, qu'elle suscitera un espoir face aux magouilles politiques de la « bande des quatre » (UDF, RPR, PCF, PS). Notre Parti pourrait ainsi accroître son audience parmi les travailleurs car il serait le seul au sein de l'alliance à défendre vraiment leurs intérêts, de plus la liaison entre le travail politique de base et les élections pourrait être un bon départ pour le développement de notre Parti. Une autre chose importante à mes yeux, c'est d'avoir :

1. Un programme crédible, du moins des propositions de lutte concrètes, immédiates, un programme à long terme (le socialisme) et surtout un programme à brève échéance (capable de mobiliser le peuple).
2. Et affirmer bien haut, non pas qu'il faudra faire la révolution (même si c'est vrai), mais de se faire aucune illusion sur les élections et sur la bourgeoisie (car elle fera tout pour conserver son pouvoir), que la seule solution est de compter sur ses propres forces, sur l'unité des travailleurs, sur sa force.

Toutes ces choses, je ne les vois pas dans notre journal, pourtant elles sont nécessaires si on veut éduquer les travailleurs et gagner de l'audience.

Maintenant passons aux syndicats, à notre ligne syndicale. Là aussi, comme le faisait remarquer un camarade lors d'une contribution : « Avant on considérait tous les militants du PCF-CGT comme mauvais, aujourd'hui, ils ont l'air d'être tous bons ». Pour les syndicats c'est pareil. Prenons un exemple assez clair (et concret pour moi). Les journées d'actions de 24 heures. Avant on les considérait comme « bidon » « par essence ». C'est vrai je l'ai même dit à une assemblée générale. Mais actuellement, tactiquement on dit qu'elles vont servir à développer la lutte, à mobiliser les travailleurs, c'est-à-dire que d'une position unilatérale on passe à une autre position unilatérale. Je m'explique, c'est vrai les grèves

de 24 heures ne sont pas forcément bidon, c'est vrai encore faut-il qu'elles servent à mobiliser les travailleurs, à les faire discuter, à les faire agir. Or, que penser des grèves de 24 heures qui reviennent comme un leit-motiv à la même période, où les dirigeants ne pensent qu'au pourcentage de grévistes et non au résultat ? (je parle ici essentiellement des grèves dans le secteur dit public ou nationalisé). Que penser de ces grèves qui sont mises en avant bien souvent en opposition à une nécessaire coordination des luttes (je pense ici aux PTT où des grèves se sont développées dans les centres de tri de banlieue et où à Paris l'information a été quasi absente ? Pour ma part je pense que chaque grève de 24 heures doit être analysée en fonction de la réalité nationale ou locale, qu'à chaque fois nous devons y participer non pas en disant simplement qu'en elle-même cette grève mobilise, mais en œuvrant en tant que communiste à la mobilisation des travailleurs (à travers le syndicat si possible). Par exemple, souvent les journées d'action sont accompagnées d'une manifestation, la manif c'est déjà un moyen pour mobiliser, faire des tracts pendant la manif posant le problème de la poursuite de la lutte, faire des AG après la manifestation pour faire discuter les travailleurs, les mobiliser, etc. Je crois que les exemples ne manquent pas. Il y a même une fois où une section syndicale en opposition avec la journée d'action est venue distribuer des tracts sur les trottoirs de la manif.

Evidemment, chaque grève de 24 heures doit être bien analysée, mais dans tous les cas, le rôle de notre Parti doit être de mobiliser les travailleurs et de travailler à leur unité. Dire simplement comme je l'ai vu récemment dans un tract du Parti « que cette grève de 24 heures permettra de montrer notre force », cela ne suffit pas. Appeler à participer aux journées d'action sans impulser notre travail, cela ne suffit pas non plus. Là se pose un autre problème, qu'elle est notre ligne par rapport aux syndicats, à leurs dirigeants ? Avant on considérait les dirigeants de chaque syndicat comme des traîtres des bonzes réformistes et révisionnistes (dans la cellule où j'étais avant on l'a écrit noir sur blanc), aujourd'hui plus rien du tout cela (heureusement). Mais on a l'impression que tous les dirigeants, que toutes les décisions sont bonnes et correspondent à la situation actuelle, qu'ils font avancer des points de vue de lutte, etc. C'est pas vrai, des exemples en voici :

1. Meetings de rentrée de la CGT (on dit que l'accent est mis sur la lutte, etc. mais on ne dit pas qu'il a été une entreprise « publicitaire » du rééquilibrage du syndicat CGT en opposition à la CFDT).
2. Le meeting de FO de la rentrée (on termine l'article en disant qu'il y a des possibilités d'action commune. Ce qui est faux pour commencer, mais plus grave c'est qu'on présente Bergeron non comme un traître au mouvement ouvrier et souvent reconnu comme tel, mais seulement comme quelqu'un qui ne se place pas au 1er rang de la lutte ???) je passe sur d'autres exemples, malgré tout j'ai quelques peurs lorsque j'apprends que certains camarades envisagent le recentrage de la CFDT comme une solution au niveau des syndicats des UL, pour recoller aux luttes à la base ??? Pour moi c'est de la pure collaboration de classe, qui va dans le sens du fameux « consensus social » et des « propositions industrielles » de la part du syndicat pour faire en fin de compte sortir les patrons de la crise.

Mais je voudrais surtout parler de l'accord CGT-CFDT. Encore une fois avant on disait que ces accords se faisaient sur le dos des travailleurs, aujourd'hui on s'en réjouit. Là aussi on passe d'un extrême à l'autre, et de nous expliquer qu'il s'agit d'une tactique concernant la situation actuelle, etc. Je ne suis pas d'accord. Pour moi la tactique, c'est d'expliquer à quoi correspond cet accord aujourd'hui (rééquilibrage de la gauche, demande des travailleurs...) mais expliquer aussi ces insuffisances et dire clairement : que malgré le fait que chacune des organisations tire la couverture à soi, nous communistes, nous nous efforcerons de réaliser partout où nous sommes l'unité syndicale. Voilà notre tactique, c'est-à-dire qu'il faut expliquer notre scepticisme vis-à-vis de cet accord (d'ailleurs depuis le temps on a bien vu que cela n'allait pas mieux) et d'expliquer qu'il est une nécessité pour les travailleurs et qu'il revient à nous (encore une fois) d'impulser l'unité des travailleurs, l'unité syndicale (en gros, on se sert de cet accord pour développer notre ligne). Mais cela il faut le dire car sinon les travailleurs ne comprendraient plus, on ne ferait pas notre boulot d'éducation, de Parti. Le seul danger qui nous guette c'est de se substituer aux syndicats. Donc pas besoin de s'en réjouir. Seulement mettre en avant les aspects d'unité et critiquer secondairement les raisons de l'accord et notre scepticisme.

Voilà j'en ai fini avec cette longue (trop longue) lettre, j'espère que j'ai réussi à me faire comprendre. J'attends ces critiques avec impatience. Je ne pense pas avoir raison sur tout, je ne détiens pas la vérité. J'espère seulement que je ferai avancer le débat pour que notre Parti unique soit un meilleur outil pour tous les travailleurs, pour qu'il devienne l'espoir que beaucoup de gens attendent pour changer le monde pourri qui nous entoure.

Bruno, Paris

BREST

Victoire à la TIMO

VICTOIRE à la TIMO. Le travail a repris mercredi matin 21 novembre. Les syndicats CGT et CFDT de la TIMO ont rencontré le patron à l'inspection du travail mardi et l'entrevue a été positive. Le patron a reculé, il s'est engagé à respecter le protocole d'accord tel qu'il avait été précédemment signé, sur lequel il était revenu en arrière : « Nous avons obtenu l'embauche définitive d'une quinzaine de personnes dont l'emploi n'était pas stable, et un plan de rattrapage pour les 75 salariés de Lorient dont la grille est inférieure de deux francs à celle de la réparation navale ».

CHRYSLER-FRANCE

Chomage technique pendant 13 jours

TOUT va bien dans le secteur automobile, les ventes et la production augmentent. Cocorico, merci Renault (nationalisée, et tout). Mais chez Chrysler-France, il semble que la conjoncture soit moins favorable, si j'ose dire. En effet, la filiale de Peugeot fermera ses portes du 20 décembre au 2 janvier prochain. Les journées des 20, 21, 26, 27 et 28 décembre seront payées à 60% et rattrapées en 1980.

Television

DIMANCHE 25 NOVEMBRE, FR3, 20H 30

La mémoire du peuple noir

CE dimanche commence le début d'une série de quatre émissions réalisées par Claude Fléouter intitulée : « La mémoire du peuple noir ». La mémoire d'un peuple que l'on a enchaîné puis déporté en esclavage, dans le soutes des galères, jusqu'aux Antilles et en Amérique. A travers la musique, c'est le cri de régnation, de désespoir, de douleur, de colère qui s'exprime. Le cri d'un peuple dont on a toujours voulu nier l'identité et la personnalité. Mais finalement, ce cri de révolte a été plus fort que tout, il s'est étendu dans le monde entier. A travers ces quatre émissions, Claude Fléouter montre comment ces musiques du peuple noir, dispersés aux Antilles, en Jamaïque, à Cuba, au Brésil et aux USA, se font écho. Toutes plongent leurs racines en Afrique.

Exceptionnellement, une émission intéressante est programmée à une heure de grande écoute. Dans la première partie, on voit de grands chanteurs de blues, leurs chansons qui évoquent la condition du peuple noir dans les plantations de coton, dans les villes aussi.

La musique est très belle, les commentaires jamais ennuyeux. La deuxième partie de l'émission porte sur la lutte récente des Afro-Américains pour les droits civiques. Cette série est très intéressante pour mieux comprendre l'histoire du peuple noir déporté aux quatre coins du monde. Avec des limites, bien sûr on voit la lutte de ce peuple pour se libérer. On voit surtout très bien comment s'est forgée la musique des noirs-américains et le rôle qu'elle a joué dans

syndicaux, le patronat applique déjà son plan de durée annuelle de travail. D'un côté, il dit on n'a pas besoin de vous à telle époque, de l'autre, il dit venez travailler en plus quand on aura besoin de vous.

Cette interruption de treize jours serait due à la nécessité de faire un inventaire sérieux. Mon œil ! Les immatriculations Talbot sont faibles et les stocks très importants, alors... Mais la vérité n'est pas de mise chez les patrons.

SNCF-BORDEAUX

Victoire des cheminots contre la répression syndicale

LE 30 octobre, plus de 150 cheminots des ateliers de Saintes étaient venus manifester au siège de la région à Bordeaux contre les sanctions que leur avaient données Meyer, directeur de la région (voir l'Humanité rouge du 9 novembre).

Après le 30 octobre, la seule réponse de Meyer était d'envoyer cinq nouvelles demandes d'explications à des responsables CGT et CFDT, prélude à de nouvelles sanctions, et de distribuer deux nouvelles sanctions à des militants CGT pour nouvelle distribution de tracts aux usagers.

Mardi 20 novembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT, qui appelaient à une heure de grève dans un préavis de vingt-quatre heures, plus de 400 cheminots se massent devant la salle du comité mixte régional en scandant : « Non aux sanctions, oui aux libertés syndicales, satisfaction des revendications ». Les délégations syndicales CGT et CFDT siégeant au comité mixte, s'étant vu refuser par Meyer le retrait des sanctions à la suite d'une question préalable, demandent la suspension de séance jusqu'à 14 heures.

LA MOBILISATION DES CHEMINOTS EST TRES GRANDE

Ils vont chercher Meyer dans son bureau mais celui-ci en a profité pour se dérober. Tous décident de revenir à 14 heures au début de la reprise de séance. Nouveau refus de Meyer de lever toute sanction. Celui-ci suspend même le CMPR, car il ne veut pas discuter « sous la pression ».

Après une vaine tentative de la CGT et de la CFDT pour que toutes les organisations syndicales siégeant au comité mixte (FGAAC, FO, FMC, CFTC) prennent position contre les sanctions pour activités syndicales, les cheminots présents avec la CGT et la CFDT décident de retourner au bureau de Meyer pour que reprenne l'ouverture du CMPR.

Devant la détermination des cheminots, Meyer finit par céder en partie puisqu'il « gèle » les demandes d'explications et les deux dernières sanctions. Seules restent les sanctions antérieures au 30 octobre.

MAIS POUR TOUS LES CHEMINOTS PRESENTS, C'EST UNE VICTOIRE

— Victoire de l'unité syndicale CGT, CFDT, car sans elles Meyer n'aurait pas cédé.

— Victoire car même limitée, il y a bien longtemps qu'au niveau local, les cheminots ont fait reculer Meyer qui le matin même, disait qu'il allait donner d'autres sanctions.

Cela est dû à la présence active et massive des cheminots à la manifestation.

naissance du Ku-Klux-Klan. Lorsque les troupes nordistes se retirent du sud, l'affrontement devient plus violent.

La Mémoire du peuple noir de Claude Fléouter, réalisateur de l'émission - Editions Albin Michel

Free Jazz-Black Power : Editions Galilée - 62 F, prix Herbes sauvages. Philippe Carles, Jean-Louis Comolli, les auteurs, montrent que le free jazz est un moyen pour les Afro-Américains de revendiquer leur identité.

Ils font un lien entre le gospel, le blues et le jazz en montrant que cela a toujours été lié à une lutte revendicative. Ils distinguent ceux qui se sont enfermés dans des recherches musicales formelles de ceux qui ont essayé de lier free jazz et lutte du peuple noir.

Jazz, culture et société, de Michel Gorigné - Editions ouvrières - 30 francs, prix Herbes sauvages. Un livre qui suit la même démarche que le précédent avec une analyse plus fouillée de la société américaine, mais plus sommaire du point de vue musical.

DISQUES

Lightnin, Hopkins. Texas blues.

Leadbelly : Musicien extraordinaire qui connaissait 3 000 ou 4 000 chansons et qui en a écrit plusieurs centaines lui-même. Toute une légende plane autour de lui ; il a fait plusieurs années de prison pour avoir suspendu son patron à un crochet de boucher. Deux volumes (Chant du Monde)

Big Bill Broonzy - Deux disques. Tradition Blues, interprété par Brownie Mac Ghee.

Blind Willie Johnson - Blues des années 25-30. Les prix de ces disques se situent entre 40 et 50 F à la librairie les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - 75020 Paris.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal

— Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

Grenoble. Samedi 24 novembre à 20 h 30

Salle des concerts

Le CINE ANTI-IMPERIALISTE

présente un film sur la lutte des peuples d'Afrique du Sud.

La masse montante

Ce film, produit par les Nations Unies, décrit en première partie les conditions de vie du peuple noir en Afrique du Sud. La seconde partie est une présentation des événements de Soweto. Cette séance est organisée dans le cadre des journées contre l'apartheid (avec le Comité Anti-Outspan, le Comité Zimbabwe, Amnesty International, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme et le concours de la maison de la culture de Grenoble).

Participation aux frais : 7 F.

24-25 novembre 1979

Deux journées antinucléaires à Golfech.

Samedi 24 :

- 9 h. Golfech - Visite des mairies.
- 14 h. Rendez-vous à Valence-d'Agen. Hall J. Baylet.
- 21 h. Bal occitan à Valence-d'Agen.

Dimanche 25 :

- 14 h. Rassemblement à Valence-d'Agen. Grande marche sur Golfech et feux de joie avec les dossiers de l'enquête.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druet
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

CONFERENCE MONDIALE DE STOCKHOLM SUR LE CAMBODGE

Des hommes et des femmes de milieux divers réclament d'une seule voix le retrait des troupes vietnamiennes

Les 17 et 18 novembre s'est tenue à Stockholm (Suède) une conférence mondiale de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne. Divers courants d'opinion politiques, religieux, philosophiques, étaient représentés (250 délégués pour 31 pays). Quelles que soient les opinions de chacun sur la situation intérieure au Cambodge de 1975 à 1978, l'ensemble des délégués (athées ou croyants, communistes, socialistes, libéraux ou conservateurs) était uni pour réclamer le retrait des troupes vietnamiennes au

Cambodge et le droit pour le peuple cambodgien de choisir librement son avenir, après le retrait de ces troupes.

Outre un appel à l'aide humanitaire pour le peuple cambodgien et au départ immédiat des troupes vietnamiennes, la résolution finale saluait les décisions de l'ONU, celle de septembre reconduisant le siège du Kampuchea démocratique à l'ONU et celle de novembre réclamant le retrait immédiat des troupes étrangères du Cambodge.

« j'ai beaucoup aimé l'esprit de dialogue et d'ouverture »

Claude LIRIA : Vous participez à la Conférence à titre d'observateur. Quelles sont vos premières impressions ?

E. Jouve : De la conférence qui vient de se tenir

à Stockholm sur le Kampuchea, je retire plusieurs impressions. En tant qu'universitaire, j'ai été frappé par la richesse des débats et par la sérieux des contributions. Les rapports qui nous ont été présentés, en particulier par Jan Myrdal, le Docteur Pierre Forcier, et M. Hildebrand, constituent des documents de premier ordre sur lesquels pourront s'appuyer d'autres travaux et d'autres réflexions.

En tant que politique, j'ai beaucoup aimé l'esprit de dialogue et d'ouverture qui s'est manifesté tout au long d'une rencontre qui n'a été marquée par aucune espèce de dogmatisme. Un large éventail d'opinions politiques et philosophiques était représenté et chacun a pu s'exprimer tant en séance plénière qu'en commission.

Claude LIRIA : Quelle est votre opinion sur l'invasion vietnamienne du Cambodge ?

E. J. : En tant que militant, j'ai pu, en toute sérénité, réfléchir aux aspects internationaux de l'invasion du Cambodge. Je suis de ceux qui pensent que l'indépendance nationale fait partie des droits sacrés dont tous les peuples ont le droit de se prévaloir. Ce droit a pour corollaire : l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

En conséquence, la position adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution du 13 novembre 1979, me paraît particulièrement juste et appropriée à la situation. Elle nous conduit aujourd'hui à demander que, pour que cesse l'agression militaire, soit obtenu le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les troupes étrangères se trouvant sur la terre du Kampuchea.

Sur un autre plan, il est également de notre devoir de tout faire pour qu'une aide humanitaire soit fournie, dans des conditions satisfaisantes, aux populations cambodgiennes, pour que leur droit à la vie soit sauvegardé.

Nous remercions vivement M. Jouve, qui nous a accordé cette interview.

La chanteuse pacifiste américaine, Joan Baez, salue la conférence

VOICI des extraits du message de la célèbre chanteuse pacifiste américaine, Joan Baez, adressé à la Conférence de Stockholm sur le Cambodge : « Nous sommes confrontés aujourd'hui à une situation d'une telle horreur qu'elle défie toute description. Des gens par milliers meurent de faim et d'un manque de soins et d'équipements médicaux (...).

L'ONU est un organisme dont le meilleur fonctionnement est le consensus. J'en appelle à tous les États membres de l'ONU pour qu'ils atteignent un consensus tel que la guerre cesse immédiatement. J'en appelle aussi à l'ONU pour qu'un processus politique s'engage en vue d'un Cambodge neutre et indépendant.

Le peuple cambodgien doit pouvoir participer librement à un processus d'autodétermination. Une équipe d'observateurs impartiaux devra prendre en main la tâche d'assurer la mise en œuvre de ce processus et, encore une fois, je demande le concours de l'ONU.

Je vous remercie de m'avoir accordé votre temps, je vous remercie de votre considération et, j'espère, de votre attention.

Sincèrement,
Joan Baez (le 13 novembre)

Le message de Charles Tillon, ancien dirigeant des FTP contre les nazis, ex-dirigeant du PCF

Voici le télégramme adressé à la conférence par Charles Tillon.

Charles Tillon fut l'un des dirigeants de la révolte des Marins français de la Mer Noire, qui, il y a 60 ans, se sont mutinés contre leurs supérieurs qui voulaient les obliger à tirer sur le peuple russe, alors engagé dans sa révolution.

Plus tard, pendant la Deuxième Guerre mondiale, devenu communiste et l'un des dirigeants du PCF, il organisa et dirigea les bataillons de résistance FTP, contre les nazis.

Au début des années cinquante, il fut exclu du PCF, de manière tout à fait arbitraire. Mais son combat pour la justice, la liberté et l'indépendance des peuples ne prenait pas fin pour autant, comme en témoigne, aujourd'hui encore, son soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'invasion vietnamienne :

« Il y a 60 ans en Orient, les marins français s'insurgeaient pour laisser au peuple russe son droit à liberté et indépendance - Stop.

Il y a 35 ans, la Résistance libérait le sol français des occupants - Stop.

Les droits des peuples sont inséparables des droits de l'homme - Stop.

Fidèle à mes engagements, je m'associe à votre action pour libération du sol cambodgien de l'occupation vietnamienne - Stop.

Et pour la solidarité envers peuple qu'il faut sauver de sa faim de riz et de sa faim de paix et de liberté. »

Charles TILLON

Edmond Jouve, universitaire, membre du Parti socialiste

Edmond Jouve est chargé de conférences et assesseur au département de Science politique de la Sorbonne (Université de Paris I).

Après sa thèse de doctorat d'État sur le Général de Gaulle et la construction de l'Europe (Paris LGDJ, 1967, deux vol.), il s'est spécialisé dans l'étude du tiers monde qu'il enseigne en maîtrise et en doctorat. Plusieurs de ses livres, publiés chez Berger-Levrault, portent sur ces problèmes, en particulier : « La République du Mali », « Pour un droit des peuples » (en collaboration avec le Professeur A. Casse) et « Relations internationales du tiers monde et Droits des peuples » (dont la deuxième édition vient de paraître).

Par ailleurs, E. Jouve appartient au Parti socialiste (tendance Rocard) et à sa Commission internationale. Il a été élu, en juin dernier à Bologne, membre du Tribunal des Peuples (constitué à l'initiative du sénateur Lilio Basso, il veut être la continuation du Tribunal Russe II). Il est, en outre, vice-président de la Ligue française pour le droit des peuples. Il a participé en observateur à la conférence internationale de Stockholm sur le Kampuchea, à titre d'expert international.

Interview de l'Association France-Cambodge

Nous remercions M. Vila de l'Association France-Cambodge qui nous a accordé cette interview.

Claude LIRIA : Pouvez-vous d'abord rappeler, pour nos lecteurs, ce qu'est l'Association France-Cambodge ?

M. VILA : L'Association France-Cambodge a été créée en 1971 au lendemain du début de l'intervention américaine au Cambodge et, selon son programme et ses statuts, c'est une association qui s'est donné pour tâche de développer les liens d'amitié entre le peuple français et le peuple cambodgien. Ces liens d'amitié recouvrent tous les domaines, qu'ils soient culturels, évidemment politiques, sociaux, etc.

Pendant toute une période, l'Association France-Cambodge a soutenu le Gouvernement royal d'U-

nion nationale du Cambodge, le GRUNK, dirigé par le prince Sihanouk.

De 1975 à 1979, l'Association a limité ses activités en raison de l'inexistence d'informations sur ce qui se passait effectivement au Cambodge, sur la difficulté à établir des relations.

Depuis le début de l'année 1979, l'Association France-Cambodge s'est donnée pour objectif de favoriser, dans la mesure de ses moyens, le retour à une situation d'indépendance de la nation khmère et, devant le drame qui touche le peuple khmer à l'heure actuelle, drame du domaine de sa survie, l'Association s'est donnée également pour objectif de développer au maximum un courant d'opinion de soutien humanitaire à la nation cambodgienne.

Les deux axes sont donc à peu près les suivants : un axe d'action humanitaire et de développement de l'aide, à toutes les parties, pour que la nation cambodgienne puisse au moins survivre. Et...

C. L. : Qu'est-ce que vous entendez par « toutes les parties » ?

V. : On pense que les Cambodgiens sont à la fois dans les camps de réfugiés en Thaïlande, dans lesquels opèrent des organisations internationales, telles que la Croix-Rouge, l'UNICEF, d'autres organisations comme, par exemple, « Médecins sans frontières ». Mais il y a aussi beaucoup de Cambodgiens qui continuent d'habiter au Cambodge et ces gens-là doivent également être secourus de façon très rapide.

Donc, nous pensons qu'il faut exiger de la part de toutes les parties engagées, que ce soit les autorités qui sont à Phnom Penh ou les autorités du Kampuchea démocratique, qu'elles portent secours à la population cambodgienne. C'est en gros notre point de vue sur la question.

Pour parler de façon un peu plus politique, disons que nous apportons notre soutien, dans l'œuvre de restauration des droits na-

tionaux du peuple cambodgien, à toutes les forces qui luttent pour l'indépendance du Cambodge à l'heure actuelle, que ce soit les forces du régime des Khmers rouges, que ce soit les forces du président Son San qui dirige le Front national de libération du Kampuchea, ou que ce soit les forces qui se réclament du prince Sihanouk. En particulier, nous avons soutenu l'action diplomatique générale du prince Sihanouk.

C. L. : A quel titre avez-vous participé à la conférence de Stockholm et que pensez-vous de la résolution générale qui a été adoptée ?

V. : De façon générale, nous sommes partisans de répandre au maximum dans l'opinion la vérité sur la situation du peuple cambodgien et sur les remèdes qu'il faut apporter à cette situation. C'est ce qui nous a guidé dans notre participation à la conférence de Stockholm, même si au départ, nous avons estimé

que l'appel à cette conférence restreignait beaucoup trop les possibilités de participation à la dite conférence. C'est une opinion que nous avons donnée au comité organisateur depuis plusieurs mois. Nous avons donc participé à la conférence à titre d'observateur.

De façon générale, on pense que ce qui est sorti de la conférence est très positif. Plus que ce qui était initialement.

Ceci dit, la réserve que nous avons apportée au départ demeure : c'est que l'audience aurait été beaucoup plus large si, dès le départ, nous n'avions pas restreint le but de la conférence (tel qu'il apparaissait dans l'appel) à un soutien au gouvernement du Kampuchea démocratique. A l'heure actuelle, de par le monde et en particulier en France, il est extrêmement urgent et important de réunir tous ceux qui sont partisans d'un retour à l'indépendance du Cambodge.

Propos recueillis par Claude Liria